



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Nouvelle Aquitaine**

**Affaire suivie par :**

**Jean-François VIGNAULT**

**Sous-préfecture de Cognac**

Pôle collectivités – Aménagement du territoire

Tél. : 05 17 20 34 02

Courriel : jean-francois.vignault@charente.gouv.fr

Cognac, le 23 JAN. 2026

Objet : Porter à connaissance (PAC) transmis le 5 décembre 2025 et le 19 décembre 2025 – Site de distillation et stockage d'alcools de bouche à Cognac – HENNESSY & CO Bagnolet

Madame,

Par un courrier en date du 5 décembre et un courriel en date du 19 décembre, vous avez transmis à l'inspection des sites classés pour la protection de l'environnement deux porter à connaissance concernant le site de distillation et de stockage d'alcools de bouche que vous exploitez à Cognac.

La première demande porte sur la construction d'un local technique qui abritera les réseaux et armoires électriques du site desservant une partie des systèmes de sécurité de l'établissement. Ce local sera implanté en dehors des flux thermiques pouvant être engendrés par l'incendie d'un des bâtiments industriel.

Il ressort que cette demande de modification ne constitue pas une modification substantielle au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

La deuxième demande porte sur une demande de dérogation à la prescription de l'article 13.3.5 de votre arrêté préfectoral d'autorisation du 22 avril 2022 qui prévoit que la paroi séparant la distillerie du chai de distillation doit être coupe-feu 2h. Pour appuyer cette demande, une étude des flux thermiques engendrés par ces bâtiments a été fournie. Celle-ci conclut en l'absence d'effets thermiques en dehors du site et l'absence d'effets dominos sur des structures à enjeux, situées à proximité.

**HENNESSY & CO**

Rue de la Richonne - CS200020

16101 Cognac Cedex

**A l'attention de** Mme Noémie THOMAS

362, rue Jean Taransaud

CS 90259 – 16112 COGNAC Cedex

Tél. : 05.17.20.33.94

[www.charente.gouv.fr](http://www.charente.gouv.fr)

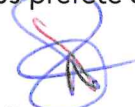
Au vu des conclusions de l'étude thermique supra et de l'acceptabilité du risque, la demande sollicitée vous est accordée et est considérée comme notable au sens du code de l'environnement.

Je prends donc acte des modifications opérées qui pourront faire l'objet d'une modification de prescriptions complémentaires ultérieurement.

Vous nous avez également informés de votre souhait d'arrêter l'exploitation de la distillerie à l'horizon de mars 2027 (soit après la campagne de distillation 2026-2027). Je vous rappelle que l'arrêt de cette activité devra faire l'objet d'une procédure de cessation d'activité à dérouler selon les étapes suivantes, prévues par le code de l'environnement : la notification de la cessation d'activité avant mise à l'arrêt définitif de l'installation, la mise en sécurité de l'installation qui nécessite la délivrance d'une attestation (ATTES SECUR) et la réhabilitation le cas échéant pouvant conduire à la délivrance d'attestations ATTES MÉMOIRE et TRAVAUX. Dans le cas où le terrain où se déroule l'activité ne serait pas libéré, veuillez l'indiquer dans la notification et demander un report de délai pour la réhabilitation du terrain.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète de Cognac



Nathalie CLARENC